



Adresse aux députés et sénateurs

N/R : CC/NA 4 11/12

Paris, le 5 septembre 2011

Objet : conflit sur l'aide administrative des directeurs d'école. Le SE-Unsa lance une action de blocage administratif. Il faut rétablir ces emplois.

Madame, Monsieur,

Je tiens à attirer votre attention sur la situation des directrices et directeurs d'école qui voient, en cette rentrée scolaire, l'aide administrative supprimée et les personnels qui occupaient ces fonctions brutalement renvoyés au chômage, malgré l'investissement des parlementaires sur ce dossier et les engagements budgétaires pris.

Après des propos rassurants au printemps dernier, le ministre a sonné l'ouverture d'un conflit en donnant consigne, durant les congés d'été, de stopper tout renouvellement ou recrutement d'emplois aidés sur ces missions. Cette décision est une rupture d'engagement qui vient s'ajouter à la purge budgétaire subie depuis quatre ans. Elle met à genoux le fonctionnement des écoles primaires.

L'aide administrative, mise en œuvre en 2006 suite à la signature de l'accord sur la direction d'école, a montré son efficacité. Les directrices et directeurs d'école, faute de l'appui précieux de ces personnels dans les domaines du secrétariat et de l'accueil, ne parviennent plus à assumer convenablement l'ensemble des multiples tâches qui leur incombent.

C'est la raison qui a conduit le SE-Unsa à engager l'action de bloquer toute remontée de documents administratifs afin d'alerter l'opinion et d'obtenir le rétablissement de ces emplois indispensables au bon fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires. Il s'agit aussi, à terme, de pérenniser un secrétariat administratif au sein des écoles.

Notre pétition « aide administrative : le bricolage ça suffit », a déjà recueilli plus de 11 000 signatures.

Vendredi dernier, le Président de la République a annoncé la création de 20.000 emplois aidés. Cette annonce doit être l'occasion de rétablir sans tarder les emplois disparus dans les écoles primaires, emplois qui devront être clairement fléchés « Aide administrative ».

.../...

Le SE-Unsa vous invite à soutenir sa démarche auprès du gouvernement et du ministre de l'Education nationale. Il est en effet urgent de redonner aux directrices et directeurs les moyens humains pour faire fonctionner leurs écoles. Il faut mettre un terme à une situation qui, faute d'un geste fort, conduirait les personnels à durcir leur mouvement.

Mais au-delà de la gestion indispensable de ce conflit, c'est une réflexion plus large qui devra être ouverte sur le fonctionnement même des écoles primaires et sur la direction d'école.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Chevalier', written over a horizontal line.

Christian CHEVALIER
Secrétaire général